

Sortir

À l'ère du changement climatique, les musées se cherchent un avenir plus écolo

5 minutes à lire Article réservé aux abonnés

Fanny Arlandis

Publié le 10/03/22



La majorité des émissions carbone des musées viennent des visiteurs eux-mêmes... Comment peuvent-ils entamer une transition écologique sans remettre en question leur existence même ?

La majorité des émissions carbone des musées viennent des visiteurs eux-mêmes... Comment peuvent-ils entamer une transition écologique sans remettre en question leur existence même ?

« *Coup d'accélérateur* », « *vacillement* », « *prise de conscience* »... Le monde des musées n'a pas assez de mots pour décrire le sursaut écologique suscité dans le milieu par le Covid et la violence de la crise climatique l'été dernier, avec ses dômes de chaleur et autres incendies. « *Il nous faut arrêter de parler dans le vide et agir concrètement pour impulser notre transition écologique* », estime **Mathieu Boncour**, directeur de la communication et de la responsabilité sociale et environnementale au Palais de Tokyo, à Paris.

Pour fonctionner, un musée consomme de l'énergie, émet des gaz à effet de serre et génère des déchets, comme n'importe quelle structure. Alors, depuis une quinzaine d'années, beaucoup se demandent comment adopter une posture plus vertueuse. Les ampoules halogènes ont été remplacées par des LED — six fois moins consommatrices d'énergie — et l'éco-conception gagne du terrain : de plus en plus d'expositions ont recours à des matériaux durables ou déjà recyclés, et grâce auxquels le démontage n'entraîne pas — ou peu — de perte de matière. Ainsi le palais des Beaux-Arts de Lille a demandé au scénographe Maciej Fiszer de penser deux expositions en même temps — « *L'expérience Goya* », qui a pris fin en février, et « *La forêt magique* », qui lui succédera en mai — afin de réutiliser 70 % de la scénographie de l'événement précédent. Mais cette bonne volonté se trouve parfois limitée par d'autres problématiques, comme celle du stockage. Pour y pallier des associations à but non lucratif se proposent de collecter les matériaux pour les revendre ensuite. En 2020, la Réserve des arts, située à Paris et Marseille, a par exemple récupéré 700 tonnes de métaux, bois, tissus, ou quincaillerie qu'elle a ensuite mis à disposition de ses adhérents — tous issus du secteur artistique et culturel. « *Mais les musées ne représentent que 3 % de nos partenaires* », nuance Charlène Dronne, responsable de communication.

Un singulier commissaire

La question écologique imprègne jusqu'aux contenus même des expositions comme « La Terre en héritage », au musée des Confluences de Lyon, ou « Réclamer la terre », en avril au Palais de Tokyo... Le Musée royal de l'Ontario, au Canada, a été jusqu'à se doter d'un commissaire du « changement climatique ». Le scientifique Soren Brothers, dont le travail concernait jusqu'alors l'effet du changement climatique sur les lacs, se décrit désormais comme le « *seul commissaire à ne pas avoir de collection* », réfléchissant à « *des manières de raconter une histoire du changement climatique à partir des œuvres du musée* ». Du greenwashing ? « *Faire de l'éco-conception ou aborder le changement climatique dans des expositions, c'est bien, mais quand des entreprises polluantes siègent dans les conseils d'administration — comme c'est souvent le cas dans les institutions françaises —, il y a de quoi s'interroger !* », raille Serge Chaumier, professeur des universités et responsable du master expographie muséographie à l'université d'Artois.



Pour identifier d'autres sources d'économies et définir de nouvelles pistes d'action, les institutions planchent désormais sur le calcul de leur bilan carbone. Les outils manquent encore, mais le ministère de la Culture prévoit de financer la création de « *calculateurs carbonés sectoriels, adaptés aux spécificités des métiers* » en 2022-2023. Certaines structures ont devancé ces mesures et ont déjà publié leur bilan. Ainsi 99 % des émissions du Louvre sont le fait... de ses visiteurs. Pour remédier à ce coût écologique, des musées comme Photo Élysée, à Lausanne, dédié à la photographie, n'a par exemple pas prévu de grand parking à l'entrée de ses nouveaux locaux afin de forcer son public à privilégier d'autres moyens de transport. « *Nous réfléchissons aussi à mettre en place des réductions pour les billets qui combinent entrée du musée et trajet en train* », annonce Yannick Luthy, muséographe adjoint. « *La question des déplacements des visiteurs dérange les institutions, car beaucoup considèrent que ce n'est pas de leur ressort*, nuance Anaïs Roesch, initiatrice du projet Culture au Shift Project, un think tank « *qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone. Or, si des festivals de spectacles vivants ont mis en place des mesures pour garantir la mobilité la moins carbonée possible, pourquoi les musées ne pourraient-ils pas le faire ?* »

Trop de visiteurs venus d'ailleurs ?

Mais quid des visiteurs qui viennent de l'étranger et qui représentent les trois quarts du public du Louvre, par exemple ? Si la pandémie — et la nomination de la nouvelle directrice Laurence des Cars — pousse l'institution à s'ouvrir davantage aux Franciliens, leur bilan carbone pose une série de questions complexes qui remettent en cause les fondements mêmes du musée. Car l'une de ses fonctions est de partager les plus grands trésors de l'humanité avec le plus grand nombre. Alors quelle place pour ce public venu d'ailleurs, issu de civilisations dont les musées racontent aussi l'histoire ? Et comment faire pour permettre à chacun de profiter des chefs-d'œuvre ? Faudrait-il déplacer un maximum d'objets à l'étranger pour qu'ils soient vus par un maximum de personnes ou accueillir un maximum de personnes pour qu'elles puissent voir ces objets ? D'autant qu'avant le covid les billets d'entrée de ces visiteurs venus d'ailleurs constituaient un moyen pour les musées d'assurer une partie de leurs financements, alors que l'État ne cessait de baisser ses subventions.



« C'est donc le modèle du musée dans son ensemble qu'il faut repenser », estime Serge Chaumier. Parmi les solutions esquissées, certains (comme le palais des Beaux-Arts de Lille ou Les Confluences de Lyon) tentent de rallonger la durée des expositions, d'espacer les plus importantes, ou encore de faire venir les œuvres de moins loin. Ainsi la manifestation « Arts de l'Islam » [Télérama n° 3757], organisée par le Louvre, a vu le jour dans dix-huit villes en France grâce aux collections locales et celles du musée parisien. D'autres institutions misent sur le numérique, mais son coût énergivore pose à son tour question et ne règle pas l'envie, pour ne pas dire la nécessité, du contact direct avec l'œuvre qu'aucune technologie n'égalera jamais, mais qu'elle ne manquera pas de susciter.